

Communiqué de presse

Budget 2023 et solidarité internationale : Les ONG félicitent l'engagement de l'État et demandent de prioriser les services sociaux de base

Paris, le mardi 27 septembre 2022 – Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2023 a été présenté hier en Conseil des ministres. Coordination SUD et ses membres saluent l'ambition du PLF 2023 qui prévoit une hausse de plus de 819 millions pour l'aide publique au développement (APD). Une hausse très significative. C'est en effet une des missions budgétaires augmentant le plus dans cette loi de finances et les ONG s'en félicitent. Coordination SUD demande à présent des arbitrages favorisant les priorités de la lutte contre les inégalités mondiales dans cette période de multiplication des crises. Coordination SUD tente de s'en assurer par son action auprès de l'exécutif et des parlementaires lors des débats à venir.

Le projet de loi de finances pour 2023 prévoit une augmentation de 819 millions d'euros. Un effort budgétaire de l'État en cohérence avec la loi du 4 août 2021 relative au développement solidaire et la lutte contre les inégalités mondiales. « Cette augmentation est une très bonne nouvelle et nous félicitons cet effort. Nous demandons désormais des modalités d'allocation de ces volumes financiers, dans une période où les crises s'additionnent, se superposent et s'alimentent, qui permettent d'atteindre les priorités géographiques et sectorielles de la France telles que définies par la loi » déclare Olivier Bruyeron, Président de Coordination SUD.

Le gouvernement fait le choix de calquer l'augmentation de l'aide au développement sur une trajectoire envisagée avant la pandémie de la COVID-19. Avec les nouveaux besoins créés entre autres par la guerre en Ukraine, Coordination SUD appelle à la vigilance pour que l'augmentation de l'aide ne soit pas détournée des enjeux pour lesquels elle fut initialement programmée et vienne abonder les canaux qui renforcent prioritairement le financement des services sociaux. « Comment comprendre qu'aujourd'hui, alors que le monde vacille de crise en crise, moins de 18% de la solidarité internationale de la France est investie dans l'éducation, la santé, la protection sociale et l'accès à l'eau ? Il est grand temps d'accroître l'aide à destination de ces services sociaux de base », déclare Gautier Centlivre, coordinateur du plaidoyer à Action Santé Mondiale et co-chef de file de la Commission APD de Coordination SUD.

Aujourd'hui, mardi 27 septembre, Coordination SUD prend part au Conseil national pour le développement et la Solidarité internationale (CNDSI)¹, en présence de Madame la Secrétaire d'État, chargée du développement, Chrysoula Zacharopoulou, pour signaler certaines incohérences de notre politique d'aide. En 2020, 28%² de notre APD n'ont donné lieu à aucun transfert financier vers des pays en développement, et 42% du reste se faisaient sous forme de prêts³, donc ciblaient en priorité les pays émergents plutôt que les pays les plus pauvres de la planète. « Ce budget à la hausse est très positif mais compte tenu de la multiplication des crises (Ukraine, crise alimentaire, pandémie, changement climatique...), nous assistons à une explosion des besoins, il faut par conséquent mobiliser l'entièreté des leviers de financements à notre disposition. La taxe sur les transactions financières qui connaît une explosion de ses recettes est par exemple insuffisamment exploitée alors qu'à l'origine elle fut conçue pour soutenir les pays en développement. » conclut Louis-Nicolas Jandeaux, expert plaidoyer Financement du développement chez Oxfam France et co-chef de file de la Commission APD de Coordination SUD.

Contact presse : Marie-Pierre Liénard, lienard@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 182 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

¹ Par ailleurs, Coordination SUD sensibilisera, mercredi 28 septembre, les parlementaires sur les solutions pour répondre aux défis globaux et faire contribuer l'ensemble des secteurs économiques à la réponse aux crises.

² L'aide aux réfugiés dans l'Hexagone, les frais d'écolage et les allègements de dette, respectivement 13 %, 11 % et 4 % de l'APD bilatérale en 2020)

³ Il faudra lors de ce quinquennat accroître fortement la part de dons dans l'APD française afin de rejoindre la moyenne des pays donateurs (aujourd'hui de 88%). Ainsi, la France doit consacrer 85% de son aide sous forme de dons afin de mieux atteindre les cibles qualitatives qu'elle s'est fixées dans la loi du 4 août 2021